

EN PRÉVISION DE LEUR RENCONTRE, CE JEUDI AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

# Réunion du conseil national des gardes communaux aujourd'hui

*Après un répit d'une semaine passée auprès des leurs dont ils ont dû se séparer, pour nombre d'entre eux, le temps de leur campement à Blida puis à Boufarik qui a duré plus d'un mois, les gardes communaux se rebiffent et entendent renouer le contact en vue des négociations qui seront engagées ce jeudi avec le ministère de l'Intérieur.*

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Il est question d'une réunion prévue aujourd'hui à Alger du conseil consultatif mis sur pied au même titre qu'une commission nationale de cinq membres, et ce, pour mieux structurer leur mouvement de contestation entamé fin juin dernier.

Cette structure de cinq membres par wilaya (la corporation étant structurée au niveau de 44 wilayas du pays) aura à faire le point sur la dernière offre de dialogue du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et qui a été, d'ailleurs, derrière leur décision, mardi dernier en soirée, de décamper de Boufarik où ils avaient élu «domicile» suite à l'empêchement à l'endroit même, le 19 juillet dernier, de leur seconde marche vers la présidence de la République à l'effet d'y remettre leur plateforme de revendications.

Une offre de dialogue qui ne semble pas être interprétée de la même manière par les deux parties. D'abord sur le plan de la forme puisque au moment où le chargé de la communica-

tion au sein de la commission nationale, Lahlou Aliouat, parlait d'une initiative émanant de la tutelle, cette dernière répliquait en faisant part d'une réunion «conçue» sur demande persistante des gardes communaux.

Et Daho Ould-Kablia d'enfoncer le clou en insinuant samedi dernier à l'occasion du forum du quotidien *Liberté*, dont il était l'invité, que les gardes communaux voulaient à tout prix cette entrevue comme une porte de sortie suite, selon lui, à l'indifférence de la rue au camp qu'ils ont dressé à Boufarik que «personne n'arrivait pas à comprendre».

«Cette fois-ci, on a accepté de discuter à leur initiative. Avec l'accord du Premier ministre, on a forcé un peu certains règlements pour leur arracher quelques acquis», expliquera-t-il. Une «réplique» qui, comme il fallait s'y attendre, n'a pas été du goût des intéressés, qui se sentent vexés et touchés dans leur amour-propre. «Nous ne quémardons rien, nous ne faisons que demander nos droits», lâchera Aliouat qui



Les communaux préparent une feuille de route en perspective du dialogue avec la tutelle.

regrettera qu'Ould-Kablia ait mal interprété leur bonne foi en décidant de décamper de Boufarik.

Par ce geste, notre interlocuteur affirmera témoigner de la disponibilité de ses pairs à négocier en toute sérénité, loin de toute pression. «Nous avons senti cette fois-ci une réelle volonté chez la tutelle de se mettre autour d'une table

pour négocier et c'est pour cela que nous avons décidé à l'unanimité de lever le camp comme un signe de bonne volonté de notre part», soutiendra-t-il, non sans reconnaître avoir tenu compte dans cette décision de l'extrême fatigue qui s'est emparée des agents dont nombre d'entre eux n'ont pas vu les leurs depuis six semaines. Et d'ajouter que cer-

tains ont dû être évacués à l'hôpital. Aliouat ne ratera pas l'occasion de répondre à Ould-Kablia au sujet de la prétendue indifférence des citoyens à leur endroit. «Tout le contraire de ce qu'affirme le ministre puisque nous n'avons manqué de rien lors de notre séjour aussi bien à Blida qu'à Boufarik, dira-t-il en mettant en avant le formidable élan de solidarité suscité par notre mouvement».

Cela dit, et manière de vouloir mettre ces «écarts» de langage sur le compte de l'effet du mois de Ramadan, notre interlocuteur dira ne pas «insulter» l'avenir et signifiera la sincérité de leur démarche, loin de toute «politisation» comme le prétend la tutelle. Ceci quoique, tiendra-t-il à préciser, nos revendications d'apparence d'ordre socioprofessionnel, ont un socle éminemment politique puisqu'il s'agit d'une «dignité» à recouvrer, pas plus.

Pour Aliouat, le conclave de ce mardi permettra aux représentants des gardes communaux à l'échelle des wilayas de faire le point sur le chemin parcouru jusque-là avec, dira-t-il, l'adoption d'une feuille de route en perspective du dialogue enclenché avec la tutelle et dont la seconde étape, après celle de mardi dernier, interviendra ce jeudi.

M. K.

## MOUVEMENT DE PROTESTATION À JIJEL Route coupée à Djimar

Les habitants de la localité de Ressa relevant de la commune de Chekfa, chef-lieu de daïra, ont procédé, hier matin, à la fermeture du chemin de wilaya reliant ladite daïra et la commune d'El Kennar, en signe de protestation contre la dégradation du cadre de vie dans cette localité.

Joint par téléphone, l'un des animateurs de ce mouvement de protestation qui a perturbé le trafic routier sur cette route fortement fréquentée, nous fera savoir qu'une plateforme de revendications a été transmise aux autorités locales. Celle-ci comprend entre autres, l'amélioration du cadre de vie des habitants de ladite localité, la suppression des poulailleurs et des étables qui dégagent des odeurs nauséabondes, l'accélération des travaux de réhabilitation de cette route, la réalisation de bretelles pour que les agriculteurs puissent accéder à leurs maisons.

Lors de notre virée sur les lieux, hier matin, nous avons constaté que la route était totalement fermée et les usagers étaient contraints de faire un détour par Bazol.

Il convient de signaler que cette fermeture a fortement perturbé le trafic routier. Notons, enfin, que le propriétaire d'un parc de véhicules, un opérateur privé, n'a pas respecté les normes urbanistiques dans la réalisation d'un mur de clôture de son établissement, squattant même une partie de la voie publique.

Les protestataires menacent de fermer la route nationale reliant Jijel à Constataine au niveau du rond-point d'El Kennar si les autorités locales ne prenaient pas en charge leurs revendications.

Bouhali Mohamed Cherif

## LES ACTES MÉDICAUX EN FRANCE PLUS CHERS POUR LES ÉTRANGERS

### L'accord concernera-t-il les Algériens ?

**A la recherche de nouveaux financements pour absorber leurs déficits, les hôpitaux français ciblent les patients étrangers. Un accord signé avec une société d'assurances implantée au Moyen-Orient vise à «organiser» l'accueil des patients étrangers mais surtout à leur facturer les prestations plus cher. Le projet est appelé à s'étendre vers d'autres pays. L'Algérie sera-t-elle concernée ?**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Les Algériens désireux de se faire soigner en France devront-ils non seulement passer par une société d'assurances mais surtout payer plus cher les prestations médicales en France ?

Pour l'heure, l'accord signé entre l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris n'englobe pas l'Algérie mais l'éventualité n'est pas à exclure. L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris vient en effet de signer un accord avec une société implantée dans une dizaine de pays du Moyen-Orient pour «mieux organiser et développer l'accueil, payant, de patients étrangers en France».

L'accord cible 1% des malades en provenance des pays du Golfe, de Chine ou de Russie. Longtemps restée à l'écart du tourisme médical, la France investit le créneau. En pratique, les patients seront désormais pris en charge par la société Globemed, filiale d'Axa qui se chargera de l'envoi des dossiers, de établissement des visas, du transfert des malades et du paiement. A ce propos, les prix ne seront pas les mêmes que ceux pratiqués pour les patients français.

Jusqu'à présent, les consultations et les actes chirurgicaux étaient facturés au tarif de la Sécurité sociale. Un prix considéré

comme étant largement inférieur au coût moyen mondial. En revoyant à la hausse les tarifs des soins et en augmentant le nombre de malades concernés, les hôpitaux français espèrent dégager plusieurs millions d'euros de marge et résorber une partie de son déficit. Dès que les décrets permettant son application seront parus, l'accord en question permettra de sécuriser le

paiement puisque certaines créances n'étaient jamais recouvrées.

L'expérience fait des émules. Le directeur de l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille annonçait que son établissement s'appropriait à réorganiser l'accueil de ses 1 000 patients étrangers payants annuels. A Lyon, un projet similaire serait également en gestation.

N. I.

## TIZI-OUZOU Reprise du travail à la laiterie de Draâ Ben-Khedda

Comme annoncé, hier, sur ces mêmes colonnes, le travail a repris dans la nuit d'hier, lundi, à la laiterie de Draâ Ben-Khedda. Le lait sera disponible, dans la matinée d'aujourd'hui sur les étals des commerçants, a annoncé, en fin d'après-midi d'hier, la direction de l'entreprise.

On apprend, par ailleurs, que la reprise s'était effectuée sans condition aucune, confirmant le caractère «irraisonné» d'un conflit qui a suscité beaucoup d'exaspération et, surtout, d'incompréhension parmi les citoyens et les consommateurs obligés à payer plus cher, entre 30 et 50 dinars le sachet de lait.

S. A. M.